

L'ouvrage ne commence pourtant pas si mal : *«Communisme : c'est ici, en France, que ce mot est né pour dire l'aspiration à une société plus humaine, plus honnête, plus juste, plus libre. Le fait qu'une caricature en ait été faite ailleurs —monstrueuse et souvent criminelle— ne peut nous conduire à le renier.»* (p. 11) Et un peu plus loin, R. Hue évoque *«Une société conçue, selon la belle expression de Marx, comme une "association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous"».*

## «Le communisme : la mutation», à propos du livre de Robert Hue

Ah, les citations, c'est parfois réducteur. Quel est par exemple le contexte de la dernière (*«libre association de tous...»*) ? C'est la conclusion du chapitre II du *Manifeste du Parti communiste* de Marx (1847), intitulé «Prolétaires et communistes». Qu'y lit-on ?

*«Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise.[...] A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.»*

La mutation, pour le PCF, le plus stalinien de tous les «partis communistes», serait-ce le retour «aux sources», le combat pour une société sans classes, sans Etat, en finir avec le système capitaliste, avec la loi du profit, avec la propriété privée des moyens de production, et avec la barbarie qu'il engendre ?

Hélas non. Ecrit en 1995, après la chute de l'URSS, du mur de Berlin, le contenu de l'ouvrage et de la *«mutation»* consiste en une tentative de recyclage national du parti. Il y est en effet beaucoup question de nation, de citoyens, de démocratie, de pluralisme, d'humanisme, de conquête de pouvoirs à tous les échelons, et finalement pas du tout de la nécessité de

la révolution, de la prise du pouvoir, de gouvernements autres que ceux en place, d'internationalisme, de communisme et de moyens d'y accéder.

### COCO...RICO

**Thèse** : le PCF qu'on donnait pour mort il y a peu, est en train de se relever dans la rénovation, la mutation. S'il n'est pas mort quand l'URSS s'est effondrée, c'est que le PCF n'était pas la succursale qui aurait dû tomber avec la maison-mère. Pourquoi ? Eh bien parce qu'il y a eu *«développement à la française»*, *«il y a bien un communisme français, qui découle de l'histoire.»*

Habité par la passion de l'histoire (p. 51), l'auteur *«revendique avec fierté l'Histoire comme notre héritage, à nous les communistes français d'aujourd'hui»* et affirme que le courant communiste français vient de loin et de profond.

Quel est le contenu de cet héritage historique national ? Tout y passe, depuis Jacquou le Croquant, les Lumières, la Révolution française, Garroche, la Commune de Paris, le *J'accuse* de Zola et aussi le christianisme évangélique populaire, et la Réforme, et la franc-maçonnerie... Tous ces éléments énumérés pêle-mêle, sans expliquer au lecteur les enchaînements, les relations histo-

riques entre ces «*éléments*», en omettant bien soigneusement de les replacer dans un cadre d'analyse marxiste (l'auteur déclare d'ailleurs qu'il se méfie des «*ismes*» et ne se réclame pas du marxisme, p. 309).

Pour Robert Hue, incontestablement, l'histoire de toute société n'est pas l'histoire de la lutte des classes. Pour accréditer la thèse du communisme à la française, l'auteur évoque les premiers communistes et Babeuf, «*communiste français, communiste tout court, cela voulait ainsi dire d'abord volonté de se situer par rapport à la Révolution française et de la continuer.*» (p. 53)

Après Proudhon et avant dix pages de développement sur la Révolution française, il est écrit sobrement à propos du marxisme : «*C'est l'apport décisif de Marx et Engels.*» (p. 58) !

Bref, «*l'héritage dont les communistes sont porteurs, ce n'est pas celui de la lutte des classes, c'est l'héritage du mouvement populaire dont notre parti est né*», c'est «*l'héritage du peuple français auquel l'auteur est fier d'appartenir*».

«*Il nous faut inventer une nouvelle forme de développement à la française*». Pourquoi une telle insistance sur l'«*invention*» nationale ? Ne serait-ce pas pour persuader de la nécessité des services du parti ? «*Le PC fut nécessaire pour contribuer à "faire" la France de notre siècle et la développer, il l'est pour autant pour la continuer dans le siècle qui vient.*» Une supplique pour être écoutés, et pas enterrés ? Mais écoutés par qui ?

## LE STALINISME ?

### ET ENCORE COCORICO...

L'analyse du stalinisme ? Il n'est, affirme Robert Hue, pas dans son intention de la faire, ce serait trop pré-

somptueux ! (p. 95). Pas un mot sur l'analyse et les combats menés par l'Opposition de Gauche et Trotsky en particulier en URSS et à l'échelle internationale. Pas un mot sur le caractère réactionnaire de la théorie du socialisme dans un seul pays de Staline. Mais l'auteur a quand même sa petite idée sur la question : qu'on en juge.

**Les responsabilités.** Robert Hue s'interroge (p. 106) : certes, le modèle a été imposé à tous les PC, mais «*comment comprendre qu'un modèle extérieur ait à ce point pu pénétrer au plus profond les âmes et les cœurs ?*»

Non, argumente-t-il, il y a une autre cause : il y a quelque chose comme un «*sol d'accueil*» dans la tradition du mouvement populaire français, un terrain favorable au stalinisme : d'abord, l'impact de la Révolution française (encore elle !) dans les esprits, ses violences qui apparaissent inévitables pour la bonne cause. Ensuite, l'émiettement du mouvement ouvrier français, les violentes querelles de sectes et courants en son sein ont fait qu'il n'a pas été dépaycé par la traque aux trotskystes, aux titistes, etc. Bref, le stalinisme «*rencontre une sensibilité, davantage même, une pratique française.*» De plus, dans le pays de «*sainte égalité*», du «*gare à la revanche*», la classe ouvrière a forgé son identité dans la grande industrie, et n'a donc pu rester insensible au «*productivisme*» stalinien. Enfin, le culte de la personnalité, de l'«*être suprême*», est une invention française !

Bref, des dispositions spécifiques au mouvement ouvrier français expliqueraient que le stalinisme ait eu plus de succès chez nous qu'ailleurs...!

**Les victimes.** p. 97 : «*Le stalinisme est d'abord, bien sûr, un drame humain : les millions de victimes, etc.*

*C'est aussi un drame communiste.*» Puis les arguments classiques, si l'on peut dire. «*Et puis comment savoir ?*» «*Ceux qui parlaient des méfaits du stalinisme étaient peu nombreux, le plus souvent des ennemis déclarés du communisme.*» (p. 104) Et lorsque l'auteur nous appelle au respect «*Respectons leur douleur, leurs déchirements, leur courage, leur honnêteté !*» (p. 105), il s'agit non pas de victimes du stalinisme, mais des militants communistes de cette génération à qui Robert Hue se «*refuse de toute façon à "faire la leçon"*», et dont il partage la «*révolte*» : ces militants du PCF qui se réclamaient du stalinisme «*avec tant d'enthousiasme et de passion*», n'ont pas «*de sang sur les mains*».

Et d'affirmer que le PCF n'a commis aucun des crimes du stalinisme.

A la page 116, nous avons donc droit au mea culpa : «*En excluant les militants du parti, nous leur avons fait mal, et nous nous sommes fait mal*» et, coup de chapeau au courage de ceux qui, comme Aragon, restèrent et n'en pensèrent pas moins... Conclusion du chapitre : «*La cicatrice est encore brûlante.*»

**Les conséquences de la stalinisation du PCF et du retard mis à s'en dégager.** L'auteur estime que «*cette condamnation du stalinisme fut tardive mais sans appel.*» Tardive, certes, puisque pendant près de vingt ans, la direction du PCF a dissimulé l'existence du rapport Krouchtchev de 1956. Ce retard, l'auteur le regrette, car «*le refus de se saisir du XX<sup>e</sup> congrès pour reprendre le cours d'une réflexion originale sur une voie française, démocratique au socialisme*» au profit du Programme commun, coûtera cher au parti. Et nous voici donc revenus à la nécessité d'un «*développement à la française*»...

**OBJECTIFS ET  
PROPOSITIONS :  
LE MÉRITE  
D'UNE CERTAINE CLARTÉ**

**1- C'est clair, il ne s'agit pas de combattre pour la révolution.** p. 141 : *«L'action des communistes français d'aujourd'hui se situe dans un tout autre registre que celui, manichéen, de la "revanche sociale", de la "victoire" d'une partie de la société sur une autre, voire de l'appel à la "haine de classe"». Ni pour le renversement du capitalisme, mais pour son «dépassement».*

**2- Mais pour la réforme :** les communistes luttent bel et bien pour des réformes, sans attendre un mytique grand soir, mais des réformes ayant pour but de trouver des solutions aux problèmes de la société ; il n'y a de réponses que dans la mise en cause de la logique de l'«argent pour l'argent» (p. 173) Mais comment fait-on pour mettre en cause une telle logique ?

**3- Quel est le contenu des réformes nécessaires ?** *«Pour changer la vie, il faut s'en prendre à la loi de l'argent pour l'argent qui constitue le cœur, la vraie règle du jeu imposée à notre société. Efforçons-nous d'inventer autre chose : de faire du neuf. A partir de là, la question "réforme-révolution" se pose en des termes nouveaux.» «Il ne suffit pas d'abolir le capitalisme pour le dépasser.»*

Il faut donc s'attaquer à la loi de l'argent pour l'argent, il faut orienter l'argent vers les besoins humains. D'ailleurs, où est *«l'enjeu crucial»* : le capital ou le travail ? Non, c'est *«l'être humain ou l'argent.»*

Notons qu'il s'agit là d'une conception non marxiste de l'argent. Mais au fait qu'est-ce que l'argent pour

Robert Hue ? (p. 143) L'argent, de moyen qu'il était pour servir les hommes, est devenu une fin en soi. Cette inversion des moyens et des fins est caractéristique du capitalisme actuel, plus encore sous sa forme financière. Cette conception à la fois morale et technique de l'argent (moyen au service de l'homme) présente l'avantage pour l'auteur, qui veut dépasser le capitalisme sans le renverser, de suggérer que l'on pourrait refaire le chemin inverse, l'argent redevenant un moyen au service des hommes. Terrible illusion ! L'argent, dans le système capitaliste, c'est le capital sous sa forme monétaire A-A', ce n'est pas un moyen technique, neutre, au-dessus et indépendant du système de production, c'est un rapport social. Pour remettre en cause sa logique, il faudrait se poser le problème du pouvoir, du comment changer les rapports de production eux-mêmes.

**4- Comment donc s'attaquer à la logique de l'argent pour l'argent ?** Comment mettre en œuvre les réformes ? Pas en agissant comme les socialistes français, bien sûr, car leurs réformes s'inscrivaient dans cette logique en visant à la faire accepter. Comment alors ? *«Ces réformes d'un type nouveau doivent contester les pouvoirs sans partage des puissances de l'argent...»* Mais où est la nouveauté ? Participation, concertation, cogestion, autogestion, décentralisation, c'est du vieux, et du pas efficace contre la logique de l'argent-roi, bien au contraire ! Pourtant, c'est vraiment le leit-motiv du livre.

Quelques exemples :

- **le chômage** : la réforme pour laquelle luttent les communistes, c'est *«celle qui vise à orienter autrement l'argent, celui des profits des placements de l'Etat prioritairement vers l'emploi.» «Elle suppose pour être ef-*

*ficace que des pouvoirs nouveaux de contrôle et d'intervention, jusque dans les gestions à tous les niveaux, de l'entreprise à l'Etat, soient conquis par les salariés, les citoyens.»*

- *«Imaginons instaurée la transparence dans l'utilisation de ces fonds... Voilà —et ces mesures ne coûteraient pas un sou ! Une démocratie développée, élargie, au lieu du monopole et du secret de décision.»*

- Ou encore, *«Cette conquête de nouveaux droits et pouvoirs par les salariés est au cœur du processus par lequel une nation [...] se reprend et décide de se continuer autrement.»* (p. 175)

**5- En même temps, il ne s'agit pas de combattre contre le pouvoir d'Etat.** C'est logique, puisqu'il n'est pas question d'abolition du capitalisme,

- mais de *«dépassement»*. Le dépassement implique *«la rupture avec bien des certitudes anciennes : par exemple, l'"étatisme" qui continuait à tout focaliser sur la question du "pouvoir d'Etat" qu'il fallait prendre : le changement implique qu'un pouvoir exprime au niveau de l'Etat les exigences populaires. Mais c'est partout où il y a du pouvoir —sur le lieu de travail, dans la vie sociale, dans la localité, le département, la région, le pays, l'Europe— qu'il y a des lieux à investir aujourd'hui, et où l'intervention des salariés, des citoyens peut construire des rapports de force permettant de contester les choix capitalistes et d'imposer les critères d'une efficacité sociale nouvelle.»* (p. 198)

- et mieux, de dépassement progressif : *«Pour l'investissement des capitaux et des énergies humaines, d'autres critères s'imposent. A côté, puis devant ceux de la rentabilité financière [...] Pour cela, conquérir des droits réels et étendus»* (p. 212).

Combien de militants du PCF, de travailleurs, de grévistes de décembre 1995 peuvent être convaincus de telles «solutions» ?

6- L'auteur lui-même semble percevoir les limites des arrangements possibles avec le capitaliste et ses contradictions, et du tout-national. Ainsi, «*La France dispose-t-elle de marges de manœuvre suffisantes pour effectuer un tel changement*» (p. 271), alors que la mondialisation est là ?

Oui, répond Robert Hue, car il y a prééminence du politique sur l'économique (donc, ce que le politique a fait —«*choisi de favoriser les transnationales et le capitalisme financier international*»—, le politique peut le défaire s'il le veut. S'il ne veut pas, le PCF, qui veut le bien du pays, peut l'aider à vouloir. Il y a donc possibilité, pour le gouvernement de la nation, de s'affranchir du talon de fer des marchés financiers.

Vraiment, le secrétaire du PCF ne doit pas adhérer à cette définition que Marx donne du pouvoir politique : «*Il est, à proprement parler, le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre*» (dans le *Manifeste*, dix lignes avant celle de la société communiste pourtant citée par l'auteur.)

Toutefois, à propos de la relance, et du comment taxer toutes les transactions spéculatives pour «*orienter l'argent autrement*», Robert Hue reconnaît que ces mesures «*prises par un seul pays entraîneraient des représailles des marchés financiers*» ; c'est donc au niveau de l'Europe qu'il faut agir («*Pour peu qu'ils aient la volonté politique de se mobiliser vraiment pour l'emploi, les dirigeants européens ont le moyen de mettre ensemble les milieux financiers à la raison.*» p. 282)

Qui ? Les dirigeants actuels ? Mais puisqu'on vous dit que c'est une af-

faire de volonté ! Car l'auteur «*ne boude pas l'Europe*», mais il se refuse à «*abdiquer la souveraineté nationale*», à capituler devant les marchés financiers (p. 277). Il est donc opposé à l'Europe de Maastricht, à la monnaie unique ; il est pour le combat des citoyens européens pour orienter l'argent autrement.

### POUR CONCLURE

Comme on peut en juger, très peu d'invention, de neuf, beaucoup de déjà vu, de déjà entendu.

L'affirmation illusoire d'une transformation progressive et en douceur du capitalisme, par la conquête de pouvoirs à tous les niveaux, un déploiement «*d'avancées autogestionnaires*» et le partage de ces pouvoirs (avec qui ? Ceux qui l'ont déjà, on suppose), vers «*un nouveau communisme*», à la fois communion, humanisme, démocratie, et, last but not least, «*une économie incluant la propriété et l'initiative privées. Avec un puissant secteur public rénové et démocratisé. Une nouvelle mixité à prédominance publique et sociale, faisant prévaloir pour tous les capitaux —privés et publics— des critères privilégiant l'emploi, la justice, la satisfaction des besoins des hommes, le respect de leur environnement.*» (p. 240)

Pour cet objectif, point n'est besoin de postuler au pouvoir aujourd'hui : c'est clairement cette politique que la direction du PCF a exprimée par exemple en juillet 95, avec l'«*opposition constructive*», défiant Chirac d'appliquer son programme de réduction de la fracture sociale. Chirac tenta d'appliquer son programme... Ce fut le plan Juppé. Puis, en réponse, les grèves de décembre 95. Le PCF modula donc sa politique de la façon suivante : éviter toute dissolution de l'Assemblée nationale et

toute alternance pour laquelle le PCF n'est pas prêt (voir *Le Monde* du 8 décembre).

Robert Hue, le 7 décembre, à propos du mouvement de grève : «*Il ne faut pas faire dire au mouvement ce qu'il ne dit pas. Le mouvement aujourd'hui n'est pas pour un changement politique.*»

Notons que, lors du comité national du 7 décembre, Robert Hue a été contraint de s'expliquer et de répondre aux critiques de responsables, qui reprochaient au parti d'être trop peu «*visible*» pendant la grève.

Pour réaliser cette «*République moderne du citoyen*», que proposent les communistes : il faut un rassemblement pluraliste, l'union à la base : «*C'est un rassemblement le plus large possible —riche de sa diversité sociale et du pluralisme de ses convictions— qui peut permettre son dépassement*» (celui de la logique de l'argent pour l'argent) (p. 297)

D'où les forums et le «*forum national pour inventer un autre avenir*» (p. 322)

Ce rassemblement socialement pluriel devra bien entendu s'exprimer dans un pluralisme politique —avec les formations de gauche, de progrès— (p. 305) ? Où s'arrêterait la notion de «*progrès*» ? L'énumération non exhaustive, semble-t-il, comporte le PS, le MDC, Radical, etc., les écologistes, la LCR, les humanistes, et aussi «*diverses églises, organismes ou institutions communautaires*» (p. 327).

A la recherche d'une politique de recyclage national, le PCF tente de persuader que sa présence participative est indispensable à l'émergence d'une société française sans «*haine de classe*».

Pourra-t-il convaincre, et qui ? n